



Décision individuelle N° 2025-213

Pétitionnaire : ONF, représenté par Monsieur CHAMOURIN Fabrice

Adresse : 2 avenue Ernest Pellotier 04400 Barcelonnette

Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (relatifs aux captages destinés à l'alimentation en eau potable et nécessaires à l'exploitation agricole, pastorale ou forestière)

Intitulé du projet : Restauration du captage de la source de la cabane pastorale de la Petite Cayolle

Localisation : Forêt domaniale du Bachelard, commune d'Uvernet-Fours, pâturage de la Cayolle, parcelle 0631

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L331-4, R331-18, R331-19 et R331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 16 et 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 18 juin 2025,

Considérant la demande formulée en date du 07 mai 2025 par l'Office national des forêts, représenté par Monsieur CHAMOURIN Fabrice, chef technicien forestier,

Considérant que la demande porte sur des travaux de sécurisation d'un captage d'eau existant et alimentant la cabane pastorale,

Considérant que l'aménagement actuel du captage d'eau ne protège pas l'eau captée des pollutions,

Considérant que les travaux consistent en la pose d'un regard bétonné équipé d'un système de filtration à proximité immédiate de la source et en l'installation d'une conduite d'adduction en eau enterrée,

Considérant que la charte prévoit qu'une attention particulière est portée aux infrastructures pastorales à l'intérieur des espaces pastoraux du cœur et en particulier aux cabanes pastorales et que tous les moyens sont mis en œuvre pour améliorer durablement le niveau de confort des cabanes existantes,

Considérant que les travaux de sécurisation du captage d'eau, objet de la demande, répondent à cet objectif,

Considérant par conséquent la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'Office national des forêts, représenté par Monsieur CHAMOURIN Fabrice, chef technicien forestier, ci-après désigné le bénéficiaire, est autorisé à réaliser aux conditions définies ci-après, des travaux de sécurisation d'un captage d'eau existant et alimentant la cabane pastorale de la Petite Cayolle, en cœur du Parc national, sur la commune d'Uvernet-Fours - pâturage de la Cayolle - parcelle n°O631.

Les travaux consistent en la pose d'un regard bétonné équipé d'un système de filtration à proximité immédiate de la source et en l'installation d'une conduite d'adduction en eau enterrée.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

• Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

Contacts :

Service territorial Ubaye

chef de S.T : Xavier Fribourg (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : Ludovic Klein (ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr)

2.2. Préalablement au début des travaux et avant tout acheminement de matériaux, engins ou personnel sur site, une mise en défens des milieux sensibles présents aux abords des travaux est réalisée sous le contrôle d'un représentant du Parc national. Ce dispositif de mise en défens est imperméable à toute circulation (hommes, machines) et stockage, et est maintenu en état pendant toute la durée des travaux.

2.3. Les travaux ne doivent pas être réalisés sur sol détrempé ou en cas de fortes pluies afin de limiter leurs impacts sur le milieu naturel.

• Prescriptions relatives aux déchets et risques de pollution accidentelle

2.4. Le chantier et ses abords sont maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des matériaux et déchets en extérieur est réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.5. L'intégralité des résidus de matériaux et des déchets liés au chantier, y compris sur les emplacements de stockage temporaire, est collectée et évacuée en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.

Ces résidus et déchets comprennent notamment les emballages divers et les résidus même biodégradables issus de la consommation de denrées alimentaires par les ouvriers du chantier.

Tout brûlage de résidus ou déchets est interdit.

2.6. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type compresseur et groupe électrogène sont équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. Ceux-ci seront installés sur des bacs de rétention pour éviter toute fuite dans le milieu naturel, de même que le(s) réservoir(s) d'hydrocarbure.

2.7. L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) est en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée.

Toutes les équipes disposent de kit anti-pollution et sont formées à leur utilisation.

2.8. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) n'est déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.9. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

• Prescriptions relatives au regard en béton et à la conduite d'adduction en eau

2.10. Le captage est aménagé à l'aide d'un regard pré-fabriqués. Dans ce regard, un dispositif de surverse est réalisé de manière à éviter toute mise à sec du talweg en période d'étiage.

2.11. Le regard en béton est couvert par des pierres prélevées dans les éboulis proches (choisies en concertation avec le service territorial du Parc) afin d'améliorer l'intégration paysagère de l'ouvrage.

2.12. La présente décision vaut autorisation de prélever des pierres sur les alentours du chantier pour les besoins exclusifs des travaux.

Ces prélèvements ne doivent pas dégrader les vestiges témoins des activités passées (types murets) ni modifier le profil général des pierriers naturels en créant une excavation.

2.13. Préalablement au creusement de la tranchée et avant tout pâturage de l'alpage, un agent du Parc national effectue une reconnaissance intégrale du tracé conjointement avec le bénéficiaire.

Lors de cette reconnaissance, l'agent du Parc national vérifie l'absence de station d'espèce végétale patrimoniale sur le tracé de l'adduction et dans le cas contraire, installera un dispositif visuel de signalisation.

Les éventuelles stations ainsi identifiées doivent impérativement être évitées et préservées lors du creusement de la tranchée.

2.14. Lors du creusement de la tranchée, le bénéficiaire prend un soin tout particulier à prélever la végétation superficielle par mottes et à réserver ces dernières en l'état.

2.15. Le creusement est réalisé à l'aide d'une mini-pelle et n'excède pas 30 cm de large.

2.16. Une fois positionné au fond de la tranchée, l'ensemble du tuyau est recouvert des matériaux naturels extraits lors du creusement de sorte à ne plus être visible. Les mottes de végétation mises en réserve sont repositionnées sur le dessus, racines vers le bas et légèrement tassées.

2.17. Le captage est désactivé à chaque fin de saison pastorale, de manière à rétablir les écoulements naturels dans le talweg, permettre la vidange du dispositif et sa mise hors gel (déconnexion de la conduite).

Article 3 : Durée

La présente autorisation de travaux est délivrée à compter de la date de sa signature jusqu'au 31 juillet 2025.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national, notamment en ce qui concerne le survol, la circulation et le stationnement de véhicules terrestres motorisés, nécessaires à l'accès des ouvriers au chantier.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur (loi sur l'Eau).

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 19 juin 2025

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :
- service territorial Ubaye Verdon

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.